

La triple fracture du développement

Pour accéder à la prospérité, le Tiers-Monde n'a pas à chercher d'autre sésame que celui utilisé par l'Occident pour parvenir à son actuel niveau de développement au bout d'un cheminement de plusieurs siècles. Tout au long de ceux-ci, des bâtisseurs, des entrepreneurs, des chercheurs, des agriculteurs ont rivalisé d'intelligence et d'énergie pour construire une société d'abondance à leur profit. Ce foyer de modernité, dans le suivi de ceux qui l'ont précédé depuis l'Antiquité, s'est étendu à tous les continents. Tous se sont empressés d'emprunter la même voie. Pour certains à marche forcée, telles la Chine et l'Inde en dépit des tensions internes que crée la coexistence d'îlots de prospérité provocante et de vastes zones rurales restées moyenâgeuses. L'impatience des nations émergentes les pousse à brûler les étapes en pratiquant un copier-coller qui ne vaut pas l'original, exemple des malfaçons asiatiques à l'appui. L'urgence explique cela. Mais c'est au prix d'énormes sacrifices pour les populations, chargées en une génération de rattraper un siècle de retard. C'est au prix de l'abandon des 170 millions d'intouchables en Inde, de la détresse des provinces occidentales de la Chine. Au prix d'écarts de niveau de vie insupportables et de la remise en cause des traditions et des cultures ancestrales. Il faudra pourtant bien s'en accommoder car toute intervention de solidarité doit évidemment recueillir l'assentiment du bénéficiaire et s'ajuster au cas particulier tout en s'inscrivant dans le cadre général de la philosophie libérale qui prévaut.

La fracture Nord-Sud est triple : elle est à la fois alimentaire, sanitaire et éducative. La réduire suppose d'agir en priorité sur les trois leviers du développement :

- l'agriculture, qui constitue 80 % des ressources des pays les moins avancés (PMA) – ceux-là même, qui paradoxalement, ne parviennent pas à assurer à leurs populations un minimum de sécurité alimentaire ;
- la santé, particulièrement déficiente en Afrique faute d'équipements, de médicaments, de personnels et de soins ;
- l'éducation, qui a fait l'impasse sur la moitié des habitants en Asie comme en Afrique.

Cet ordre de priorité procède d'une logique et s'attache à une évidence : tout être bien nourri a plus de chance de rester en bonne santé et, sous ces deux conditions, saisira plus facilement l'opportunité de s'éduquer.

L'éducation : pas de liberté sans connaissance

La connaissance, c'est la formation et l'information, l'apprentissage des savoir-faire, l'ouverture à la communication. Elle autorise la participation active et responsable à la vie en société. Elle contribue à l'épanouissement de l'homme par la valorisation de ses aptitudes.

Selon les estimations de l'Unesco, dans les pays les plus peuplés de la planète, les trois quarts des habitants sont analphabètes alors que le taux d'illettrisme n'est que de 4 % dans les pays industrialisés. Cela représente 800 millions d'êtres humains (dont 64 % de femmes) soit à peu près autant que d'affamés. C'est pourquoi la formation de base (le fameux « lire, écrire et compter ») doit être privilégiée et étendue au plus grand nombre chaque fois que possible. Les intéressés en sont bien conscients.

Dans un livre paru récemment sur l'histoire de l'Afrique du Sud depuis l'arrivée des Boers, Dominique Lapierre rapporte le dialogue entre des femmes noires et une femme blanche hostile à l'apartheid qui proposait son aide aux habitants d'une *township* : à l'interrogation de leur interlocutrice sur leur premier besoin à satisfaire, elles auraient répondu unanimement : « *Une école pour nos enfants !* »

Diverses institutions se sont employées à répondre à cette attente de formation du Tiers-Monde, malgré la réticence sournoise de gouvernants méfiants, peu enclins à ouvrir leurs territoires à des coopérants, préférant entretenir l'ignorance au sein de leurs populations pour mieux les asservir. En dépit de ces réticences, l'Organisation internationale de la francophonie (OIT) soutient des programmes à la mesure de ses moyens : bien insuffisants.

Des ONG sont aussi sur le terrain. Parmi celles-ci, il faut faire mention particulière de l'association des Enfants du Mékong, née de l'initiative personnelle de René Péchard, ancien légionnaire resté en Indochine après la victoire du Viêt-Cong. Pour donner de l'ampleur à sa générosité personnelle, il eut l'idée d'inviter ses amis à prendre en charge la scolarité d'enfants pauvres du Laos selon une formule originale de parrainage individuel destiné à créer, au-delà de l'aide matérielle, un lien direct entre le donateur et le bénéficiaire. L'association établit la relation et assure le suivi de la bonne utilisation des fonds et de la qualité de la formation reçue, qu'elle soit primaire, secondaire ou même universitaire. Le parrain s'engage à verser chaque mois une vingtaine d'euros dont les trois quarts sont envoyés en Asie pour payer la scolarité et indemniser les familles de la perte des gains qu'elles tiraient du travail de leurs enfants pour survivre. Ne recevant que des dons privés, l'association consacre 88 % de ses ressources à ses activités de terrain et seulement 6 % à son fonctionnement et 6 % à ses frais d'appel à la générosité publique. Tout cela ne serait pas possible sans le bénévolat d'un millier de personnes, moitié en France, moitié en Asie ; sans le dévouement chaque année d'une quarantaine d'étu-

dians en fin de parcours universitaire qui acceptent de consacrer une année de leur vie au service des pauvres d'Asie pour partir à la recherche des enfants à scolariser dans les campagnes perdues et les bidonvilles, pour animer les centres d'accueil sur place, pour diriger des foyers d'étudiants, pour coordonner les constructions d'écoles ; sans le concours et les conseils de missionnaires et de religieuses catholiques, de moines bouddhistes que les régimes totalitaires n'ont pu chasser ni décourager. Soixante mille jeunes khmers, laotiens, vietnamiens, philippins, thaïlandais et même birmans et chinois sont actuellement scolarisés grâce à cette association ; quelques-uns le sont en France pour ensuite retourner dans leur pays, une fois leur formation terminée, et devenir des acteurs efficaces de la vie économique et sociale.

Enfants du Mékong ne pratique pas le *charity business*. Sa démarche n'est ni commerciale ni humanitaire : elle est humaine. Yves Meaudre, son directeur généreux et pragmatique, aime à rappeler qu'« *il faut donner à un enfant un avenir chez lui* » et que le service rendu en l'éduquant en est un aussi pour son pays. En témoignage, il rapporte l'histoire à Manille de cette métisse de 13 ans, livrée à la prostitution qui, non sans avoir plusieurs fois rechuté, a réussi après de brillantes études à être diplômée en *business management* et à trouver sur place un emploi gratifiant. L'histoire de ce garçon cambodgien souffreteux de 12 ans, recueilli sur le conseil d'une bonzesse qui l'estimait supérieurement intelligent. Illettré, il parvint à rattraper son retard. Malade d'une tumeur du poumon, il dut se faire opérer en France où il poursuivit ses études et obtint son diplôme d'ingénieur des Eaux et Forêts. Rentré au Cambodge, il reçut le prix annuel décerné aux « dix jeunes parmi les plus remarquables de la planète » pour son invention de filtration de l'eau, alimentée par panneaux solaires, parfaitement bien adaptée aux besoins de son pays.